Synergies Roumanie n° 11 - 2016 p. 35-45



ISSN 1841-8333
ISSN en ligne 2261-3463

Vie intellectuelle et libre expression sous le régime de Ceauşescu. Une rupture de la tradition francophone de l'entre-deux-guerres

Adrian-Gabriel Corpădean
Université Babeş-Bolyai, Faculté d'études européennes,
Département d'études européennes et gouvernance, Roumanie
adi_corpadean@yahoo.com

Résumé

Cette étude présente la situation précaire de la liberté d'expression pendant le régime communiste en Roumanie et notamment après l'arrivée au pouvoir de Nicolae Ceauşescu, par le biais de deux études de cas. La première se penche sur la condition intellectuelle perçue à travers la situation des universités, tandis que la deuxième examine le rôle des médias dans la période envisagée. Nous mettons l'accent sur les éléments de continuité et de discontinuité visant la présence de la francophonie en Roumanie communiste, en vertu de la tradition francophone qui avait caractérisé la vie intellectuelle dans l'entre-deux-guerres.

Mots-clés: communisme, Ceauşescu, médias, université, francophonie

Intellectual life and freedom of expression under Ceauşescu's regime. A rupture with the francophone tradition of the interwar period

Abstract

This study presents the precarious situation of freedom of expression during the Romanian communist regime and chiefly after Nicolae Ceauşescu came to power, by means of two case studies. The former focuses on the condition of intellectuals perceived through the case of universities, whilst the latter examines the role of mass media in the period envisaged. We shall emphasise various elements of continuity and discontinuity pertaining to the presence of the Francophonie in communist Romania, amid the French-speaking tradition that had characterised intellectual life during the interwar period.

Keywords: communism, Ceauşescu, mass media, university, francophonie

L'abandon du rôle traditionnel de la francophonie en Roumanie, soit dans la vie quotidienne dans l'entre-deux-guerres, soit dans l'éducation, pour ne pas insister sur son usage dans la diplomatie, a été l'une des multiples ruptures dans la vie intellectuelle du pays qui est arrivée après le moment 6 mars 1945. Le stalinisme, exprimé en Roumanie notamment pendant le régime de Gheorghe Gheorghiu-Dej,

BDD-A25735 © 2016 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.77 (2026-11-18 10:56:13 UTC)

a marqué une période sinueuse d'influence soviétique, avec des touches nationalistes auxquelles le communisme roumain ne s'échapperait jamais. Cependant, en 1965, après la mort de Gheorghe Gheorghiu-Dej, la direction du pays, désormais nommé la République Socialiste de Roumanie, a été prise par Ceauşescu, qui y a constitué un régime véritablement dictatorial, mais nouveau. La déstalinisation, bien que tardive, a laissé les langues occidentales pénétrer de nouveau autant dans l'éducation que dans la culture, d'une certaine manière, au détriment du russe, désormais perçu comme la langue de l'URSS, le même superpouvoir qui est intervenu en 1968 à Prague, attirant une forte condamnation de la part de Bucarest et pas seulement.

Sans vouloir trop insister sur les lignes principales des politiques poursuivies par Ceaușescu, nous nous centrerons, en revanche, sur la continuation des persécutions à l'égard des élites et les autres facteurs qui facilitent l'explication du choix de l'exil pour les intellectuels roumains, dont beaucoup ont repris la voie de la France, Paris étant le centre de la diaspora roumaine. Mettant notre analyse sous les auspices de l'influence de la France sur l'intelligentsia roumaine, nous nous concentrerons sur l'université et la libre expression, notamment les médias, afin de reconstituer le contexte des années Ceaușescu dans la vie intellectuelle.

En dépit d'un début assez encourageant sur la scène politique internationale, comme on vient de le présenter, Nicolae Ceaușescu a frappé sévèrement sur le plan intérieur l'équilibre de la société, par des mesures qui ont contribué à la violation des droits et des libertés des citoyens. Après son arrivée au pouvoir, l'intervention du Parti communiste (qui a retrouvé son nom officiel à l'époque) s'est étendue dans la sphère la plus intime de la vie sociale, par les décisions d'interdire l'avortement et la contraception, dans l'intérêt d'une politique démographique agressive. Il est important, à notre avis, de commencer par cela, pour illustrer le côté le plus intime qui n'a pas échappé au contrôle du régime, suivant une politique que nous jugeons condamnable par ses mesures et par les conséquences sur la vie familiale. De plus, Ceaușescu a continué les abus de son prédécesseur, bien qu'à une échelle inférieure, y compris la censure, les déportations et le contrôle exercé par le biais d'une police secrète active et puissante. En outre, le dictateur a fait appel à une censure qui a affecté non seulement la presse, mais aussi les milieux universitaires, donc la création scientifique, littéraire et artistique, au sens général, ce qui a provoqué des dégâts extraordinaires chez les intellectuels. Voilà le contexte gris qui encadre notre étude (Corpădean, 2013: 218-229) et qui se propose de faire une critique du point de vue de la vie intellectuelle, d'un régime devenu bientôt anachronique, détestable et meurtrier.

BDD-A25735 © 2016 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.77 (2026-11-18 10:56:13 UTC)

Pour commencer, il faut dire que la qualité de la vie universitaire a baissé considérablement sous le régime communiste, par la promotion d'une nouvelle catégorie de pseudo-élites et une métamorphose des standards qualitatifs afin de servir les intérêts du Parti unique. Pour donner un exemple de ce phénomène de décadence, nous ferons référence au symbole de l'éducation supérieure effectuée dans l'intérêt de l'appareil du Parti, c'est-à-dire l'Académie Ştefan Gheorghiu, de Bucarest (Romania : a Country Study, 2004 : 254). Créée en 1945, à moins de deux semaines après l'installation au pouvoir du régime de Petru Groza, l'Académie a été le fruit de la pensée d'Ana Pauker, qui avait l'intention d'inaugurer une institution d'enseignement supérieur pour s'occuper de l'éducation des membres du Parti communiste remplissant des fonctions de direction, comme ceux qui appartenaient au Comité central. Le premier recteur de l'institution a été le professeur Barbu Lăzăreanu, spécialiste en littérature roumaine et ancien contributeur aux journaux de propagande communiste, tels *Le socialisme* et *La Roumanie travailleuse*, qui avaient apporté leur pierre à la défense de la cause de gauche même avant la première guerre mondiale. Lăzăreanu a été promu par les communistes par son acceptation dans l'Académie roumaine, lors de la restructuration de celle-ci en 1948, pour convenir aux intérêts légitimistes du nouveau régime (Catalan, 2005 : 445).

Baptisée initialement *l'Université des travailleurs du Parti communiste roumain*, l'institution a reçu en 1946 le nom d'un activiste socialiste de Roumanie, qui avait contribué à la fondation du Parti social-démocrate et avait défendu les paysans roumains participant à l'émeute de 1907. Le nom de l'Académie est devenu, entre 1952 et 1966, *L'école supérieure du Parti* « Ştefan *Gheorghiu* », pour recevoir ensuite la dénomination *Académie des sciences sociales-politiques*. Ceci jusqu'en 1989, lorsqu'elle a été rebaptisée *Académie d'études sociales-politiques* « Ştefan *Gheorghiu*[1] ».Le dessein de l'institution était celui de préparer les cadres de l'appareil communiste, en les endoctrinant dans le domaine de la « préparation politique », où les qualificatifs *bien* et *très bien* assuraient un accès plus facile dans les rangs corrompus de la nomenclature.

Par ailleurs, la structure des études a été conçue sur deux niveaux, vu que la haute éducation a été placée sous la surveillance du Comité central du Parti, tandis que l'éducation moyenne était subordonnée aux structures locales de celui-ci. L'Académie incluait trois facultés, dont les licenciés concourraient d'une manière loin d'être loyale avec ceux des universités prestigieuses du pays, dont il faut mentionner celles de Cluj, Iaşi et Bucarest : il s'agit de la Faculté d'histoire du mouvement travailleur, la Faculté de philosophie et de sciences politiques et la Faculté d'économie (cette dernière était structurée en trois sections : économie générale, économie internationale et organisation et gestion économique). La

BDD-A25735 © 2016 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.77 (2026-11-18 10:56:13 UTC)

durée des études variait entre quatre ans, ce qui représentait la période normale dans le cadre universitaire à l'époque, et cinq ans, dans le cas des études par correspondance [2].

De plus, les cours de spécialisation dédiés aux membres du Parti communiste étaient souvent préparés par l'Académie Ştefan *Gheorghiu*, et dans ce cas, la durée des études oscillait entre quelques semaines et un an (double pour ceux qui optaient pour les cours par correspondance). Souvent, les membres de l'administration étaient ceux qui choisissaient de prendre de tels cours de spécialisation, équivalents des cours postuniversitaires, et qui pourraient même mener à des études doctorales. Dans ce cas, les membres du Parti qui bénéficiaient de recommandations de la part des cadres supérieurs avaient la possibilité de se retirer du « champ de la production » pour une période de trois ou quatre ans, afin d'achever leur doctorat. Ce qui devient évident, pour la question qui nous intéresse, c'est la dissemblance notable entre la qualité des études offertes par l'Académie du Parti et celles des universités traditionnelles. Le fait que cela s'étendait au niveau des écoles doctorales était extrêmement grave pour la qualité des élites universitaires formées sous les auspices du Parti communiste et représentait une raison de plus pour déplorer la condition des élites intellectuelles véritables, sérieusement affectées par cette perversion du système éducatif. Ainsi, dans toute analyse des élites qui ont pris la voie de la diaspora, par exemple, il faut mettre l'accent tout le temps sur le fait que le choix de leur inclusion dans la catégorie de celles qui ont promu un message véritable pour la Roumanie, depuis l'exil français, doit être fondé sur une formation authentique et non pas sur celle qui a obéi aux exigences dénuées de profondeur académique des communistes.

Pour mieux comprendre les dangers de ces changements du système éducationnel, il est à noter qu'à l'Académie Ştefan *Gheorghiu* on a ajouté en 1971 un *Institut central de formation des cadres de direction de l'économie et l'administration de l'État*, dont le rôle était de doter les apparatchiks expérimentés d'un titre artificiel de docteur. L'objet principal d'étude - et d'ailleurs le cours de manipulation du système d'enseignement entier - y était le *socialisme scientifique* (Cheptea et al., 2011 : 281), devenu obligatoire dans toutes les spécialisations universitaires, aussi à Ştefan *Gheorghiu* qu'ailleurs, même dans les grandes universités. Les mêmes principes d'intoxication s'appliquaient dans les cas d'autres métiers, comme celle de journaliste ou d'économiste. Il est évident que nous devons souligner la différence immense entre la préparation, en tant que spécialistes de la presse, des voix éminentes qui promouvaient l'anticommuniste à la Radio Europe libre, et les serviteurs du Parti unique, formés conformément à la doctrine. Par ailleurs, le désir du Parti communiste d'exercer un contrôle très étroit à l'égard de la presse, pour

BDD-A25735 © 2016 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.77 (2026-11-18 10:56:13 UTC)

des raisons évidentes de soumission, manipulation et propagande, est allé si loin pendant les dernières années de communisme que l'Académie Ştefan *Gheorghiu* a acquis le monopole de la qualification officielle de journaliste. L'action des communistes a été offensive, de sorte que tous les nouveaux journalistes du pays allaient être endoctrinés d'une manière contrôlée, au sein de la Faculté de journalisme de l'Académie, tandis que les anciens hommes et femmes de la presse qui n'avaient pas fini les cours d'une faculté de ce profil étaient obligés de suivre des cours de formation à Ştefan *Gheorghiu*[3].

Si l'institution décrite ci-dessus avait pour but ultime de promouvoir et d'enseigner les valeurs et les principes du socialisme scientifique, il restait encore dès le début le besoin d'assurer la formation des cadres communistes qui soient capables de s'occuper du mécanisme manipulateur par le biais duquel on assurait la maintenance de la position dominante du Parti unique dans la société. Ceci ne signifie pas que le rôle initial de l'Académie Ştefan *Gheorghiu* n'était pas tangentiellement lié à cette mission, mais que ce n'était pas l'une des fonctions majeures de cette institution. En revanche, pour remplir le dessein de former les spécialistes du mécanisme vital de propagande du Parti communiste roumain, on a institué en 1948 L'école supérieure de sciences sociales *Andrei A. Jdanov*, dénommée selon l'un des doctrinaires les plus importants du bolchévisme. Il a vécu entre 1896 et 1948 et son rôle incluait la surveillance de la création littéraire au sein de l'Union soviétique, afin que les auteurs modèlent leurs œuvres en fonction des lignes directrices du Parti (Boterbloem, 2004 : 281).

Peu après sa création, l'école *Andrei A. Jdanov* a divisé ses priorités en deux, afin d'y inclure l'étude de la propagande et de la presse, pour recevoir en 1954 une section supplémentaire, sous la forme d'un Institut des sciences sociales. Située sous un contrôle plus prononcé de la part du Kremlin, l'école *Andrei A. Jdanov* n'a pas survécu au départ des troupes soviétiques de Roumanie, en 1958. À ce moment-là, elle est devenue une partie de l'Académie Ştefan *Gheorghiu*, suivant le même modèle centralisé qui a fonctionné (strictement du point de vue institutionnel, non pas de celui de l'efficacité) dans tous les domaines réglementés par des politiques d'État (News from behind the Iron Curtain, 1954 : 22).

La fin de l'Académie est venue logiquement après la Révolution de 1989, lorsque les nouveaux dirigeants du Front de la sauvegarde nationale ont mis fin à l'existence de cette institution, devenue inutile en raison de la fin aussi du Parti unique. Néanmoins, il ne faut pas croire que les grandes universités du pays n'avaient pas continué la tradition de l'apprentissage de qualité dans tous les domaines. En ce qui nous concerne, les études des langues, notamment du français, redevenu langue étrangère de première importance sous Ceaușescu, ont connu une période

BDD-A25735 © 2016 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.77 (2026-11-18 10:56:13 UTC)

fructueuse pendant les années ’70 et ’80, dans les grands centres universitaires – Cluj, Iași, Bucarest – par une rigueur et une ouverture exceptionnelles.

Une aubaine pour les « intellectuels » formés dans la doctrine du Parti communiste et une source d’éducation pour une nouvelle génération d’élites (dans le sens soviétique du terme), l’Académie Ștefan *Gheorghiu* a été l’un des obstacles élevés par le régime totalitaire de Bucarest, dirigés contre les élites véritables du pays. La tentative, partiellement réussie, de dominer et de reformer le monde de l’intelligentsia en se servant de telles institutions corrompues a permis aux communistes de pousser beaucoup de représentants des élites traditionnelles vers un silence douloureux, ou bien vers la voie de l’exil, à la recherche des moyens viables de s’exprimer librement. L’idée de former et de renforcer de telles écoles supérieures n’appartenait pas seulement aux communistes roumains, car c’est Moscou qui avait inclus dans ses stratégies cette modalité de remplacer la classe intellectuelle par une nouvelle catégorie sociale, plus docile et de loin plus utile aux intérêts manipulateurs de la doctrine totalitaire. On trouve facilement des équivalents de l’Académie Ștefan *Gheorghiu* dans la plupart des pays situés au-delà du rideau de fer et ce qui est choquant, c’est que non seulement la mission, mais aussi la structure et les moyens de telles institutions étaient similaires et dénotaient un plan destructif, un véritable équivalent de la collectivisation ou de la nationalisation dans le plan de l’expression intellectuelle.

À part la vie universitaire, le régime communiste, suivant le modèle des autres systèmes de ce type de l’Europe centrale et orientale, a jugé prioritaire l’assujettissement des médias, afin de limiter l’accès à l’information, modeler les nouvelles pour servir au mécanisme manipulateur et, ce qui est plus important pour cette étude, bannir les voix dissidentes. La presse écrite en particulier, qui avait connu un essor considérable pendant l’entre-deux-guerres, étant par exemple l’apanage des salons cultivés par les intellectuels roumains selon le modèle parisien, a subi pendant le communisme une transformation immédiate en mécanisme de propagande, dont l’outil le plus connu était le journal *Scînteia*. Instrument principal de presse du Parti communiste roumain, *Scînteia* avait déjà été créé en tant que journal illégal de propagande communiste dans les années 1930 et il n’a été légalisé qu’en 1944, ayant le but déclaré d’achever la victoire du socialisme en Roumanie.

Le journal a été placé sous la direction de Miron Constantinescu (Tismăneanu, 2003 : 260), mais c’est Silviu Brucan, professeur de journalisme, praticien du domaine et membre de la nomenclatura du Parti communiste, qui était la pièce maîtresse de *Scînteia*. Ambassadeur de la Roumanie aux États-Unis et à l’Organisation des nations unies, il deviendrait un détracteur de Ceauşescu et contribuera à l’écroulement du régime en 1989 (Deletant, 1995 : 253). Pourtant, au début,

BDD-A25735 © 2016 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.77 (2026-11-18 10:56:13 UTC)

en tant que rédacteur-en-chef, une position que Brucan a remplie jusqu'en 1956, il a contribué à la promotion d'un message très fort dans la société roumaine, s'opposant avec fermeté et même cruauté aux légionnaires, aux intellectuels des milieux universitaires, aussi bien qu'aux paysans riches, qui haïssaient la collectivisation. Le collectif de rédaction comprenait autant des intellectuels, que des représentants du prolétariat, bien que ces premiers aient eu eux-aussi un niveau d'expression très similaire au message communiste. Les uns, comme l'écrivain Ion Călugăru, quoique représentant l'avant-garde, avaient déjà adopté depuis l'entre-deux-guerres un message de gauche, incluant dans leurs créations littéraires le thème de la lutte des travailleurs et des abus des capitalistes.[4] D'autres, comme le critique littéraire Traian Şelmaru, cultivaient le réalisme socialiste et la valeur des dictons communistes (Soviet literature, 1952 : 170).

La création d'une position dominante du journal *Scînteia* au sein de la presse roumaine a impliqué un processus progressif, voué à exploiter les passions de la société d'après la seconde guerre mondiale. Pour cette raison, la critique issue du journal a visé longuement le régime du maréchal Antonescu et des légionnaires, assimilant pourtant à ces « ennemis du peuple » tout intellectuel qui se déclarait contre le communisme. Le langage extrêmement acide, spécifique à la presse communiste partout dans le monde, était au goût d'un segment de la population. D'autre part, les éloges ne cessaient à l'égard du leader soviétique de cette époque-là, Joseph Staline, et envers les performances de l'économie et de l'agriculture de l'URSS, tandis que n'importe quelle fête, nationale ou internationale, dédiée au communisme, était accompagnée par des éditions spéciales de *Scînteia*.

Quelques-uns des traits particuliers de la presse roumaine, après sa métamorphose dictée par l'appareil du Parti unique (et, à son tour, par Moscou), incluaient la censure, la suppression des traditions, l'approche culturelle orientée vers la doctrine communiste, la propagande ostentatoire et le culte du leader, ou bien la détermination d'une classe sociale de s'opposer à une autre (Giurescu, 1994 : 46). Très loin de la presse de l'entre-deux-guerres, dont le côté international, et notamment francophone, était majeur. Revenant, surtout pendant le régime de Ceaușescu, ce genre de pratiques ont été très poussées, lorsque les médias ont été utilisés pour achever un contrôle quasi-total sur la société, en entravant l'accès à toute information qui ne convenait pas au régime totalitaire. Cela a mené à un nombre très réduit d'informations destinées au grand public, qui devenait par la suite ignorant envers les événements à l'échelle européenne et qui était encouragé à critiquer tout ce qui se passait à l'occident et dans le monde capitaliste en général. En revanche, les faits destinés aux consommateurs des médias se concentraient sur les performances du régime communiste, avec un accent ridicule sur les données

BDD-A25735 © 2016 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.77 (2026-11-18 10:56:13 UTC)

qui montraient la prospérité « numérique » de celui-ci, pendant que la situation matérielle de la population et le manque d'aliments contrastaient énormément avec les nouvelles qui constituaient l'information officielle.

En ce qui concerne les autres médias, la Société roumaine de radiodiffusion, née sous cette forme en 1936, qui est restée célèbre grâce à la transmission du message du Roi Michel I le 23 août 1944 (un message retransmis par les grands postes de radio occidentaux, tels Radio Londres - au matin du 24 août) (Buzatu & Beldiman, 2003 : 36), qui annonçait le changement du cours de la guerre pour la Roumanie, a été l'une des premières institutions passées sous le contrôle direct de l'État. Le 11 juin 1948, il intervenait la nationalisation de cette société[5], désormais divisée en trois sections thématiques : politique, culture et musique[6], dont aucune n'est restée en-dehors du contrôle des communistes. Le droit à la libre expression des intellectuels a été coupé net par une politisation majeure de la radio publique, d'autant plus que la plupart des émissions avaient reçu une connotation politique. Par conséquent, le contraste entre le programme de la Société roumaine de radiodiffusion et les postes de radio occidentaux, surtout Radio Europe libre, devenait frappant.

En 1956, les mécanismes de propagande du Parti communiste ont complété leur grille avec l'apparition de la Télévision roumaine, qui, à côté de la Société roumaine de radiodiffusion, formait la Radiotélévision roumaine. Largement dépendante de la technologie russe à son début, la télévision publique a joui d'une période marquée par une certaine autonomie par rapport aux exigences du Parti unique, qui a duré jusqu'en 1970. Désormais, autant elle que la radio nationale ont vu augmenter considérablement leur dessein de promotrices du culte de la personnalité du leader communiste de Bucarest, le dictateur Nicolae Ceaușescu. Cela faisait partie d'une vague généralisée dans tous les secteurs de la vie publique, ce qui a affecté d'autant plus la crédibilité, parmi les intellectuels, d'un système audiovisuel déjà corrompu et décadent.

Ce qui s'avère très important pour la compréhension du rôle des médias roumains dans cette discrimination qui a caractérisé le système communiste entier, dirigée contre les droits et les libertés des citoyens, et notamment le droit à la libre expression, dont les élites de n'importe quelle société sont dépendantes, c'est d'observer le parcours de la Radiotélévision roumaine, allant de mal en pis depuis 1970 jusqu'aux derniers jours du régime communiste.

Ainsi, l'an 1985 a été sans doute un tournant pour l'évolution des médias roumains, vu que la deuxième chaîne nationale de télévision (il n'y en avait que deux au total, puisque le concept de médias privés n'était pas du tout caractéristique au

BDD-A25735 © 2016 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.77 (2026-11-18 10:56:13 UTC)

régime communiste de Bucarest) a arrêté sa transmission, qui datait depuis 17 ans, à l'époque. Le programme de la seule chaîne qui restait vivante, TVR, a été réduit à deux heures par jour[7], presque entièrement dédiées à l'exacerbation d'un culte de la personnalité devenu suffocant, visant autant le leader Nicolae Ceaușescu, que sa femme, Elena. La même tendance a frappé la radio publique, qui a reçu, le 12 janvier 1985, l'ordre d'interrompre la transmission dans ses studios régionaux, qui avaient fonctionné dans de grandes villes du pays, telles Cluj, Craiova, Timișoara, Iași et Târgu-Mureș[8]. Ces éléments décentralisés étaient perçus comme une source potentielle d'autonomie, qui favoriserait la prise de distance par rapport à la ligne idéologique des communistes, dans le contexte d'une psychose plus pesante que jamais visant la préservation de l'autorité d'un leader toujours plus aliéné, devant la condition de la nation roumaine. En outre, le programme de diffusion des deux postes de radio principales, Radio Roumanie 1 et 2, a été raccourci, afin de ne plus comprendre la période nocturne - la raison peut être de nouveau la crainte des autorités qui ne voulaient laisser échapper aucun instant de la transmission à leur contrôle.

Pour arriver à une conclusion qui explique l'importance des médias pour les Roumains pendant le régime communiste et l'impact de ceux-ci dans la tentative de protéger la doctrine du Parti communiste, il faut également prendre en considération le fait que la population avait aussi un appétit pour les médias étrangers. Grâce à la volatilité des ondes, il existait la pratique de « voler » du signal radio ou de télévision afin d'avoir accès à des chaînes russes, hongroises et parfois même occidentales. Une partie des intellectuels parlaient toujours français, ce qui facilitait leur accès à ces dernières. Les interdictions qui avaient pour objet ces postes n'ont découragé que partiellement les gens à chercher les émissions plus réalistes de certaines chaînes radio, comme la Voix d'Amérique, Radio Europe libre, Radio liberté, ou bien Radio Vaticana. Les problèmes techniques étaient pourtant présents, vu que les communistes avaient fait installer dans les Carpates méridionaux, dans le groupe montagneux Retezat-Godeanu, de l'équipement de brouillage radio, à une hauteur de 1802 m, sur le pic « Muntele Mic[9] », qui n'a pas été longtemps maintenu et dont l'efficacité a été réduite, tout comme en Pologne (Bühler, 1997 : 256).

Malgré ces efforts de tenir sous le contrôle de l'appareil du Parti toutes les sources d'information, la Radiotélévision roumaine est devenue un acteur clé pendant la Révolution de 1989, dès le début des manifestations. La prise du contrôle par les révolutionnaires de la radio et de la télévision publiques, devenues « libres » le 22 décembre 1989 (La culture de service public de radiodiffusion , 2007 : 183), a marqué le tournant de la Révolution, par la proclamation des actions qui allaient

BDD-A25735 © 2016 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.77 (2026-11-18 10:56:13 UTC)

changer le visage du pays, restée emblématique pour la conscience de la société roumaine. Pourtant, affirmer que le moment aurait marqué la fin des ingérences politiques dans la neutralité désirable de la télévision et de la radio publiques serait une erreur.

Pour conclure, nous avons essayé de montrer, par le biais de deux études de cas, l'université et les médias, la situation de la liberté d'expression pendant la période communiste en Roumanie, comme élément essentiel pour la compréhension de la condition intellectuelle. On observe que le déclin de la francophonie à l'époque a été en consonance avec celle des libertés fondamentales, entravant l'accès de l'intelligentsia roumaine à un monde qui lui avait servi d'inspiration. Toutefois, l'état précaire de la liberté de parole en Roumanie n'a pas éliminé l'usage du français, qui est resté première langue étrangère, après la rupture avec l'Union soviétique, et qui est devenu la principale langue étrangère d'expression de la diaspora roumaine à l'occident.

Bibliographie

Buzatu, Gh.; Beldiman, Dana. 2003. *23 August 1939-1944. Romania* şi *Proba Bumerangului*, Éd. Mica Valahie.

Bühler, P.1997. *Histoire de la Pologne Communiste: Autopsie d'une imposture*, Éditions Karthala.

Catalan, G. 2005. Începuturile sovietizării culturii şi istoriografiei româneşti, in : Annuaire de l'Institut d'histoire « George Bariţ » de Cluj-Napoca: Série *Historica*, volume 44, Éditions de l'Académie roumaine.

Cheptea, Stela ; Cîrstea, Marusia ; Dumitrescu, Horia (coord.). 2011. *Istorie si societate*, volume 2, Éd. Mica Valahie.

Corpădean, A.-G. 2013. *Le message européen de la diaspora roumaine de France après 1945*, Cluj-Napoca : EFES.

Deletant, D. 1995. *Ceaușescu and the Securitate: Coercion and Dissent in Romania, 1965-1989*, Éd. M.E. Sharpe.

Dinu C. Giurescu. 1994. *Romania's Communist takeover: the Rădescu government*, East European Monographs. Drăguşin, N.Învăţământul *de partid: poarta de acces la promovare*, http://www.jurnalul.ro/jurnalul-national/invatamantul-de-partid-poarta-de-acces-la-promovare-513967.htm.

Kees Boterbloem. 2004. *The Life and Times of Andrei Zhdanov, 1896-1948*, Éd. McGill-Queens.

La culture de service public de radiodiffusion. 2007. Observatoire Européen de l'Audiovisuel, Conseil de l'Europe.

Lavinia Betea, *Gazetar de* Ştefan *Gheorghiu*, http://www.jurnalul.ro/jurnalul-national/gazetar-de-stefan-gheorghiu-513971.htm.

News from behind the Iron Curtain. 1954. volume 3, National Committee for a Free Europe (U.S.), Free Europe Press.

Romania : a Country Study. 2004. Federal Research Division, Kessinger Publishing.

Soviet literature. 1952. Soi□uz pisateleĭ SSSR, Foreign Languages Pub. House.

Tismăneanu, V. 2003. *Stalinism for All Seasons: A Political History of Romanian Communism*, University of California Press.

BDD-A25735 © 2016 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.77 (2026-11-18 10:56:13 UTC)

http://www.srr.ro/anii_80-11870 [consulté le 10 décembre 2016].

http://www.tvr.ro/istoric-alb-negru-si-color_2223.html#view [consulté le 10 décembre 2016].

https://sites.google.com/site/avangardaromana/ion-clugru. [consulté le 10 décembre 2016].

Notes

1. Lavinia Betea, *Gazetar de* Ștefan *Gheorghiu*, http://www.jurnalul.ro/jurnalul-national/gazetar-de-stefan-gheorghiu-513971.htm. [consulté le 10 décembre 2016].

2. Nicolae Drăguşin, Învăţământul *de partid*: *poarta de acces la promovare*, http://www.jurnalul.ro/jurnalul-national/invatamantul-de-partid-poarta-de-acces-la-promovare-513967.htm. [consulté le 10 décembre 2016].

3. *Ibidem*.

4. https://sites.google.com/site/avangardaromana/ion-clugru. [consulté le 20 novembre 2016].

5. Loi no.119 visant la nationalisation des entreprises industrielles, d'assurances, minières et de transport, point 76.

6. Décret no. 216/1948.

7. http://www.tvr.ro/istoric-alb-negru-si-color_2223.html#view. [consulté le 20 novembre 2016].

8. http://www.srr.ro/anii_80-11870. [consulté le le 20 novembre 2016].

9. Les ruines de la station sont visibles même à présent.

© Revue du Gerflint (France) - Éléments sous droits d'auteur -
Modalités de lecture consultables sur le site de l'éditeur www.gerflint.fr

BDD-A25735 © 2016 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.77 (2026-11-18 10:56:13 UTC)